

7 Avril 2022, Pour faire de « La Journée Mondiale de la Santé » « Notre Journée Mondiale Citoyenne de la Santé »

Les politiques publiques menées dans toute l'Europe dans le domaine de la santé et de la protection sociale, au nom d'une dette qui n'est pas la nôtre, ont conduit à une dégradation continue et désormais dramatique :

- Suppressions massives de lits dans les hôpitaux, fermetures de services, de maternités, hôpitaux de proximité vidés de la plupart de leurs activités, désertification médicale, concentration des établissements sanitaires et sociaux, privatisation accrue, protocolisation de toutes les activités sanitaires et sociales dans le cadre d'une marchandisation du soin et du social, s'accompagnant d'une déshumanisation des relations usager-e-s-intervenant-e-s, dégradation majeure des conditions de travail des travailleuses et travailleurs de la Santé, du Social et du Médico-social menant à des départs massifs...
- Pratiques inadmissibles et dégradantes d'isolement et de contention qui se multiplient en psychiatrie mais aussi dans les EHPAD et dans d'autres secteurs de soins.
- Multiplication des franchises médicales, forfaits et depuis le 1er janvier 2021, forfait urgences qui pose de nouvelles barrières financières dans l'accès aux soins.
- Fragilisation extrême de l'hôpital public, de la santé et de l'action sociale révélée par la pandémie
- Affaiblissement de la sécurité sociale, menacée alors qu'elle a financé à des prix exorbitants les multinationales pharmaceutiques, sanitaires ou l'E-santé.

Nous, organisations signataires, refusons ces politiques contraires au bien-être de chacune et chacun, considérons la santé et l'action sociale comme une richesse, un investissement au service du bien commun et devant être une priorité des politiques publiques.

Nous exigeons

- Un égal accès pour tou-te-s à la Santé, sans limitation de quelque sorte que ce soit, financière, géographique, culturelle, de genre, d'origine
- Un système de santé, un secteur médico-social et social public et associatif non lucratif, incluant les soins primaires, la prévention, l'information, l'accompagnement psychologique et social, le soin relationnel, la prise en charge de la perte d'autonomie, la lutte en amont contre les causes des maladies.
- Un secteur hospitalier public assurant l'accès à des soins de qualité et de proximité.
- Des professionnel-le-s de la santé et du social qualifié-es, reconnu-e-s, et rémunéré-es en conséquence, en nombre suffisant, un recrutement à la hauteur des besoins co-évalués, une répartition équitable sur l'ensemble du territoire.
- L'arrêt des politiques d'austérité et l'obtention de moyens humains, matériels et financiers à la hauteur des besoins
- En psychiatrie, de redonner les moyens de la politique de secteur publique dans le cadre de la psychothérapie institutionnelle.

Nous refusons que les multinationales de la santé et de "l'or gris" fassent des profits indécents sur la santé, la maladie et la perte d'autonomie et concurrencent nos services publics.

Nous nous opposons à la marchandisation et la privatisation de la santé dans toutes ces dimensions : pas de profit sur la santé, pas d'argent public pour des profits sur la santé !

Nous demandons la levée de tous les brevets sur les médicaments, traitements, appareillages médicaux dans le cadre de la pandémie Covid 19 et de ses suites, afin que cela devienne des biens communs de l'humanité, alors que 40% des habitants de la planète n'ont encore eu accès à aucun vaccin et que se justifie toujours pleinement la signature de l'ICE www.noprofitonpandemic.eu/fr

Nous voulons

- Une protection sociale solidaire ouverte à toute la population, garante du financement des dépenses de santé, assurant une prise en charge des soins, de la perte d'autonomie et de la prévention à 100%.

Contre la résignation, la soumission ou la démission, nos organisations (syndicats, collectifs, comités de défense ...) ont la responsabilité d'offrir une alternative afin qu'ensemble usagers, salariés, nous reprenions possession de notre bien commun, un système public de santé, d'action sociale et de protection sociale, plus juste, plus solidaire, satisfaisants les besoins de la population plutôt que le portefeuille des actionnaires.

Nous appelons citoyen-ne-s, usage-ère-s et professionnel-le-s, à exprimer ces exigences le jeudi 7 avril en participant massivement aux initiatives qui se tiendront ce jour-là.

A trois jours du premier tour des élections présidentielles françaises, alors que la France exerce la présidence de l'Union Européenne, il nous appartient de faire du 7 avril "Notre Journée Mondiale Citoyenne de la Santé" et rap-peler à nos dirigeants que nous ne lâcherons rien !

Sous l'égide du Réseau européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé.

Organisations

Collectifs et associations: Act Up Sud Ouest, ATTAC France, Bien Vieillir Ensemble en Bretagne, Collectif inter hôpitaux (CIH), Collectif Inter Urgences (CIU), collectif international « femmes debout », Collectif IVG Tenon, Collectif La santé n'est pas une marchandise, Comité de vigilance pour le maintien des services publics en Haute Saône, Comité ivryen pour la santé et l'hôpital public, Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et le Contraception (CADAC), Collectif des infirmiers en pratique avancée Hauts de France, Coordination des comités de défense des Hôpitaux et maternités de proximité, Fil conducteur psy, Humapsy, Le social déchainé 59, Médicament bien commun, Médicament santé d'initiatives Capitaletix, Notre Santé en Danger, People Health Movement France (PHM), Printemps de la psychiatrie, Résistance Sociale, SERPsy, Stop brevets réquisition, Stop précarité,

Mutuelles: Fédération des Mutuelles de France

Syndicats: AMUF, CGT syndicat des artistes interprètes Haut de France (SFA), CGT LILLE, FSU Nord, Indecosa-CGT, Solidaires, SUD Chimie, SUD Santé Sociaux, USP

Avec le soutien des partis: Ensemble!, France Insoumise, NPA, PCF

Pour la manifestation et le rassemblement du 7 avril, un autre appel signé par la CGT santé action sociale, l'AMUF, SUD Santé Sociaux, le CIH, le CIB, CIU, le printemps de la psy, et la coordination nationale est diffusé.

